

A quand l'action, camarades ?

Article rédigé par *François Martin*, le 31 août 2012

Il y a de cela bien longtemps, en 72 ou 73, avait eu lieu à Paris un match de boxe. D'un côté, Carlos Monzon, « El Macho », le tigre argentin, 15 fois champion du monde, de l'autre Jean-Claude Bouttier, son challenger, le « grand styliste » français. Avant le match, une tribune de *l'Equipe* avait donné la parole aux deux managers.

Sur la page de gauche, le manager de Bouttier écrivait « *Si, par des esquives rotatives, Jean-Claude parvient à éviter dans une première partie du combat, les droites de son adversaire, il peut espérer, à partir du 4ème ou du 5ème round, placer quelques jabs et éventuellement obliger son adversaire à baisser sa garde. Ainsi, en alternant ensuite crochets du gauche et directs du droit, en travaillant bien son jeu de jambes, etc...* ». Suivaient 15 lignes de commentaires. Sur la page de droite, le manager de Monzon disait « *C'est simple : Carlos parle peu et frappe beaucoup* ». On sait ce qu'il en a été. Monzon est resté champion du monde et Bouttier a arrêté la boxe.

C'est un peu à cela que fait penser la [tribune récemment publiée par les Ministres Pierre Moscovici et Nicole Bricq dans Le Monde](#) : du style, alors qu'en face, il y a de la frappe...

Plus encore que ses contradictions, ce que l'on peut reprocher à ce document, c'est son total décalage par rapport à la gravité de la situation internationale. Quelques perles :

« *Notre pays a engagé le redressement de son économie et de ses comptes publics* » Qu'est-ce à dire ? Ce n'est pas uniquement depuis trois mois que ce redressement a commencé. Donc est-ce que les 5 années de critiques précédentes étaient injustifiées ? Ou bien est-ce que les comptes publics continuent à se dégrader ?

« *La bataille pour la croissance ne se gagnera pas dans les limites de nos frontières. Il faut renforcer notre intégration internationale au bénéfice de nos entreprises et de l'emploi. Il faut pousser plus loin l'avantage de la France dans la mondialisation, sans crainte ni naïveté* ». Est-ce que nos Ministres découvrent la réalité internationale et le déficit du commerce extérieur, pour nous asséner de tels truismes ? Comment comptent-ils le faire ? Pas un mot n'en est dit.

« *Les ministères que nous dirigeons entendent contribuer à la promotion d'un cadre économique régulé, à la construction d'un monde plus juste* ». Il est heureux que nos ministres ne cherchent pas à contribuer à la construction d'un monde plus injuste et moins régulé. Le problème, c'est qu'il est injuste par nature, parce que chacun y défend ses propres intérêts avec un acharnement décuplé par le spectacle de ceux qui ont déjà explosé, et par l'instinct de survie. Que faisons-nous pour préserver les nôtres ? Que faisons-nous pour imposer cet ordre juste à ceux qui n'en veulent pas ?

« *Notre pays peut compter sur ses champions nationaux. Ceux-ci ont le soutien de la puissance publique. Il est essentiel que leur succès soit conforté* ». Nos deux ministres ne devraient-ils pas passer un mot à leur collègue Montebourg, pendant le prochain Conseil des Ministres, pour qu'il modère ses attaques contre nos

« *champions nationaux* », et qu'il fasse en sorte que « *leur succès soit conforté* » ?

« *Nous souhaitons qu'un nombre croissant de PME soient en mesure de réussir le saut international* ». Bien sûr, c'est le souhait permanent. Pour cela, il faut déjà qu'elles grandissent, et pour atteindre ce but, même si la CGT dit le contraire, la question des charges est centrale. Pourquoi, alors, pendant le même temps, laisser augmenter les charges ?

« *Notre performance est d'abord une composante de notre politique de compétitivité* ». Le mot important est enfin lâché. C'est en effet la compétitivité qui est le cœur de l'affaire, qui pourra réduire le fossé qui nous sépare des autres et qui s'agrandit. Mais qu'est-il fait pour la compétitivité des entreprises ? Et surtout, comment la renforcer, si le principe, c'est de l'opposer à l'emploi ?

« *Les instruments publics seront réorganisés : suivi plus précis des grands contrats, mobilisation d'Ubifrance* ». Pense-t-on vraiment que Total, Dassault, Thalès, Renault ou autres Bouygues sont incapables de suivre eux-mêmes leurs grands contrats, et qu'ils ont besoin d'Ubifrance ?

« *Seul un effort collectif, conduit dans un dialogue permanent avec les entreprises, et mobilisant l'ensemble des moyens publics, permettra d'atteindre l'objectif de réduire à zéro le déficit commercial de la France* ». On reste sans voix devant la force d'une telle assertion.

« *La promotion d'une mondialisation ordonnée et équitable, assise sur des règles partagées par tous, est une priorité pour tout gouvernement. C'est de davantage de solidarité qu'a besoin l'économie mondiale* ». Qu'en pensent les dirigeants chinois, indiens, brésiliens, russes ou même allemands ? Peuvent-ils lire cette tribune sans perdre leur sérieux ?

Enfin « *La mondialisation est une réalité. Nous sommes au début d'une grande transformation* ». Les deux ministres sont-ils fous, nous prennent-ils vraiment pour des imbéciles, ou nous font-ils le « coup du joueur de flûte » (cf édito), pour écrire une telle phrase trois ans après 2009, pour nous dire « *voyez, il fait chaud* », alors que nous sommes au beau milieu de l'incendie ?

Notre avis est que ce document n'est même pas celui d'un intellectuel ou d'un économiste. Il n'aurait pas été accepté d'un élève de terminale. Or il provient de deux Ministres en exercice. On peut penser que Le Monde n'a pas eu l'impolitesse de le refuser, venant de tels rédacteurs. Il n'en reste pas moins extrêmement instructif, non par ce qu'il dit, ou ne dit pas, mais par ce qu'il traduit de l'état d'esprit actuel de ses auteurs. En effet, plus encore que la pauvreté ou les contradictions qu'il recèle, ce qui est frappant, c'est le déni total de réalité qui en ressort. On ne sait pourquoi, alors que l'équipe en place se prépare depuis 2002 (fin du gouvernement Jospin), il semble qu'elle soit totalement prise de court, paniquée, au point de rien pouvoir produire de cohérent, et même de ne rien pouvoir produire du tout. La critique était aisée. On n'y est plus depuis trois mois. A quand la pratique, à quand l'action, camarades ?

Photo : Pierre Moscovici © Wikimedia Commons / Thomas Bresson